



Président : M. Narciso G. REYES (Philippines).

POINT 48 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de la création d'une université internationale :
rapport du Secrétaire général [A/8403/Add.1, septième
partie; A/8510 et Add.1/Rev.1, A/C.2/L.1200/Rev.1,
A/C.2/L.1219]

1. M. HILL (Consultant du Secrétaire général), prenant la parole au nom du Secrétaire général, dit que celui-ci s'est beaucoup intéressé personnellement à la proposition de créer une université des Nations Unies, de caractère authentiquement international et qui se consacrerait aux buts de paix et de progrès énoncés dans la Charte. Lorsque le Secrétaire général a suggéré deux ans plus tôt à l'Assemblée générale de penser sérieusement à cette proposition, c'était à un moment où la situation s'assombrissait pour ce qui est du maintien de la paix et de la sécurité internationales. L'objectif essentiel de l'université que l'on se propose de créer est de promouvoir la compréhension internationale, et le Secrétaire général est fermement convaincu qu'une institution de ce genre dégagerait une influence bénéfique dans le monde entier, surtout parmi les jeunes générations, et qu'elle aiderait à rompre les barrières morales et intellectuelles entre les nations.

2. La notion d'université des Nations Unies a évolué considérablement par suite du processus intensif et fructueux d'études et de consultations avec les gouvernements, les universités et les personnalités universitaires, ainsi qu'avec certaines organisations, déclenché par l'Assemblée générale par sa résolution 2691 (XXV). On voit mieux maintenant les immenses possibilités d'une institution de ce genre, le concours qu'elle devrait pouvoir apporter aux travaux de l'ONU elle-même, au renforcement et à l'essor des initiatives des chercheurs dans le monde en voie de développement et l'encouragement à la réflexion créatrice des institutions d'études supérieures de différentes régions du monde sur les problèmes d'intérêt mondial.

3. En outre, un modèle d'université original et ingénieux est apparu sur lequel un large accord s'est fait et dont la réalisation initiale n'exigerait que des crédits modestes.

4. Le plan envisage la mise en place, sous le contrôle d'un dispositif de programmation peu encombrant, d'un système de coopération souple et dynamique entre savants et institutions s'occupant d'études supérieures et de recherche dans le monde entier. Il aurait pour but d'encourager l'étude de certains grands sujets d'intérêt international et de

stimuler la formation en vue de la recherche ainsi que des consultations à un niveau postuniversitaire élevé sur ces mêmes sujets. Le programme de recherche exécuté sous les auspices de l'université que l'on se propose de créer serait organisé non pas en fonction de disciplines traditionnelles étudiées isolément sur tel ou tel campus, mais en fonction de certains problèmes urgents qui se posent à la communauté mondiale, par exemple les problèmes relatifs à l'organisation et à la paix internationales, aux droits de l'homme, au développement, au transfert de la science et de la technique et à l'environnement. Les institutions de recherche qui existent à l'intérieur et en dehors des Nations Unies devraient pouvoir bénéficier, grâce aux échanges, aux études menées en commun, etc., de leur participation volontaire aux activités du système de coopération que l'on se propose d'organiser ou de leur affiliation au réseau ainsi créé.

5. M. Hill appelle l'attention sur le rapport du Secrétaire général (A/8510 et Add.1/Rev.1), qui comprend le rapport et les observations du Directeur général de l'UNESCO sur les résultats de l'étude de justification de l'UNESCO, la décision adoptée par le Conseil exécutif de l'UNESCO, une note de l'UNITAR sur les aspects relatifs à l'organisation et au financement, et le rapport du Groupe d'experts. M. Hill espère que l'Assemblée générale sera en mesure, compte tenu des conclusions du Groupe, du Directeur général de l'UNESCO, du Conseil exécutif de l'UNESCO et de l'UNITAR, de souscrire à l'idée que la création d'une université des Nations Unies est à la fois souhaitable et possible. Il rappelle qu'il avait également demandé que l'Assemblée générale convienne de la création d'un comité d'experts — selon le même principe que le Groupe, qui fait un travail si efficace au cours de l'année précédente — qui serait chargé de procéder aux consultations préparatoires et de trouver des solutions aux problèmes qui doivent être encore examinés avant qu'une décision définitive ne soit prise sur la création de l'université.

6. Le Groupe d'experts, qui a donné une idée de l'ampleur des travaux préparatoires nécessaires, a suggéré que le Comité d'experts soit invité à formuler des propositions concernant la structure et les relations extérieures de l'Université des Nations Unies. Cela permettrait à l'ONU de se pencher sur les problèmes dont le Conseil exécutif de l'UNESCO a demandé qu'ils fassent l'objet d'un examen plus détaillé, tels que celui des garanties relatives aux libertés universitaires et ceux qui concernent les méthodes de coordination et de coopération avec les institutions affiliées. A la fois le Conseil exécutif et le Groupe d'experts ont demandé que de nouvelles consultations soient entreprises avec les milieux universitaires et avec des organisations de jeunes et d'étudiants en particulier.

7. Il est apparu très souhaitable que ces études et consultations essentielles ne soient plus réalisées séparément par l'UNESCO et l'ONU, comme jusqu'ici, mais soient entreprises en commun par les deux organisations. C'est pour cette raison en particulier que le Secrétariat souhaiterait une composition un peu plus large que celle du Groupe d'experts, formule qui permettrait une représentation plus étendue des éducateurs et des milieux universitaires, ainsi que peut-être une représentation d'experts appartenant à d'autres spécialités.

8. Le Secrétariat regrette que le retard inévitable dans la parution de son rapport, dû entièrement au calendrier des études et des consultations demandées, ait empêché le Conseil économique et social d'examiner de façon détaillée cette question lors de la reprise de sa session. Le Secrétariat comprend que le Conseil ait jugé bon de recommander à l'Assemblée générale de reporter l'examen de ce point à sa vingt-septième session afin que le Conseil ait la possibilité de présenter à l'Assemblée ses recommandations concrètes. Toutefois, cette recommandation ne devrait pas retarder la réalisation des consultations et études supplémentaires, qui auront certainement une importance essentielle pour l'examen de la question par le Conseil. Le Secrétariat espère également que l'on autorisera la création d'un comité préparatoire ou d'un groupe élargi, quelle que soit la formule retenue, pour l'aider à réaliser ces études et consultations, en coopération étroite avec le Directeur général de l'UNESCO et le Directeur exécutif de l'UNITAR, ainsi qu'avec les chefs de secrétariat d'autres institutions et programmes intéressés des Nations Unies.

9. Pour la réalisation du plan, un large appui de la part des gouvernements sera d'une importance décisive. Il serait très appréciable, en fait, que les gouvernements qui sont en mesure de le faire fassent connaître, lors des débats actuels, l'intérêt qu'ils portent à ce plan.

10. M. DE SILVA (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) dit que le projet de création d'une université internationale est un bon exemple de coopération entre l'UNESCO et l'ONU. A sa quatre-vingt-huitième session, en octobre 1971, le Conseil exécutif de l'UNESCO a réaffirmé que cette organisation avait compétence et responsabilité au premier chef pour assurer la mise en œuvre du projet, et il a invité le Directeur général à lui soumettre, lors de sa quatre-vingt-neuvième session, des suggestions quant au déroulement ultérieur de ce projet. Comme on le voit d'après le document A/8510/Add.1/Rev.1. plusieurs membres du Conseil exécutif ont fait observer que les consultations avec la communauté universitaire avaient été trop restreintes pour permettre de conclure que les universités du monde entier appuyaient cette entreprise. Comme le consultant du Secrétaire général l'a déjà dit, beaucoup de questions restent à étudier. L'UNESCO est disposée à participer à cette étude, mais il lui sera difficile de soumettre des recommandations au Conseil économique et social avant sa cinquante-troisième session, car la quatre-vingt-neuvième session du Conseil exécutif ne se terminera que quatre jours après le début de la cinquante-troisième session du Conseil économique et social. C'est pourquoi M. de Silva espère qu'il sera possible de modifier en conséquence le délai prévu au paragraphe 4 du projet de résolution A/C.2/L.1200/Rev.1.

11. Lorsque la Conférence générale de l'UNESCO a examiné la proposition à sa seizième session, elle a autorisé le Directeur général à utiliser pour les besoins de l'étude de justification toute contribution volontaire et toute contribution qu'il pourrait recevoir de l'Organisation des Nations Unies en vertu des dispositions de l'article XVII de l'accord conclu entre l'ONU et l'UNESCO (voir résolution 2/4 du Conseil économique et social) et, si besoin était, à dégager des crédits dans les limites du montant budgétaire total approuvé par la Conférence générale pour 1971-1972. Si l'Assemblée générale adopte le projet de résolution dont la Commission est saisie, il en résultera d'autres incidences financières pour l'UNESCO. Bien entendu, l'UNESCO ne peut pas s'engager dès maintenant à fournir tous les fonds nécessaires pour mener à bien les travaux prévus dans le projet de résolution, mais son directeur général présentera au Conseil exécutif à sa quatre-vingt-neuvième session de nouvelles propositions budgétaires.

12. M. CARANICAS (Grèce) présente le projet de résolution A/C.2/L.1200/Rev.1, dans lequel il est tenu compte des amendements soumis par l'Egypte et le Japon. Les gouvernements ont des positions très différentes quant à l'opportunité de créer une université internationale. Au Conseil économique et social aussi certaines divergences de vues se sont fait jour et, de plus, à la reprise de sa cinquante et unième session, le rapport du Secrétaire général (A/8510) lui a été présenté trop tard pour qu'il puisse l'examiner en détail. C'est pourquoi le Conseil a recommandé de renvoyer la question à la vingt-septième session de l'Assemblée générale. Le but du projet de résolution n'est donc pas d'arrêter une position sur le fond de la question, mais simplement de formuler des recommandations sur ce qu'il faut faire au cours de l'année à venir.

13. La partie la plus controversée du projet de résolution est peut-être le paragraphe 3, qui concerne le maintien et l'élargissement du Groupe d'experts. Bien que la délégation grecque n'ait pas d'idée arrêtée sur la question, elle a accepté ce paragraphe parce qu'elle souhaite que l'unanimité se fasse et qu'à son avis rien ne s'oppose à ce que le groupe d'experts, dont la composition sera plus équilibrée, achève l'étude des questions qui restent à régler. Comme la nécessité de consulter les autres organes intéressés est déjà soulignée au paragraphe 2 du dispositif, les auteurs du projet de résolution proposent de supprimer les mots "et les organismes et programmes intéressés" à la fin du paragraphe 3.

14. Etant donné le problème des délais soulevé par le représentant de l'UNESCO, les auteurs ont accepté de remplacer, au paragraphe 4, les mots "avant sa cinquante-troisième session", par "à sa cinquante-troisième session".

15. La délégation grecque aimerait avoir plus de précisions sur les incidences administratives et financières (A/C.2/L.1219) du projet de résolution révisé, notamment sur le paragraphe 3 de ce document. Lorsqu'elle a participé à l'établissement du projet de résolution, elle avait pensé qu'il n'aurait pas d'incidences financières pour l'ONU. Elle espère qu'après une discussion détaillée le texte pourra être adopté à l'unanimité.

16. M. EL-ZAYYAT (Egypte) déclare qu'une université internationale pourrait contribuer à donner un sens dyna-

mique à la notion de paix, laquelle ne devrait pas être considérée comme étant simplement l'absence de guerre.

17. M. El-Zayyat a fait partie du Groupe d'experts chargé d'étudier la création d'une université internationale. Dix des membres du Groupe étaient rémunérés par leurs gouvernements respectifs et cinq étaient d'importantes personnalités universitaires, qui ont consacré leur temps précieux à travailler sur une idée difficile à définir. Le scepticisme constructif du Groupe a permis de formuler certaines recommandations positives, dont la délégation égyptienne se réjouit.

18. L'idée d'une université internationale demeure vague et elle n'a pas encore suffisamment l'appui de la communauté internationale pour pouvoir se concrétiser. Le Groupe d'experts a estimé qu'elle nécessitait une étude plus approfondie.

19. C'est l'Egypte qui a proposé l'incorporation du paragraphe 3 au dispositif du projet de résolution.

20. L'une des tâches du Groupe d'experts devrait être de déterminer ce que les jeunes du monde entier pensent du projet et la forme que doit revêtir l'université internationale.

21. Le représentant de l'Egypte invite les grandes puissances à appuyer la proposition, car il est du devoir des riches d'aider ceux chez qui l'instruction laisse à désirer.

22. M. OGISO (Japon) déclare qu'il ressort des documents dont la Commission est saisie qu'un accord s'est fait sur l'intérêt que présenterait une université internationale ainsi que sur ses objectifs et sa structure de base.

23. La délégation japonaise aurait donc aimé présenter à la Commission un projet de résolution où elle aurait approuvé les recommandations du Secrétaire général concernant la création de l'université et accepté la constitution d'un comité préparatoire.

24. Toutefois, la résolution 1653 (LI) du Conseil économique et social recommande à l'Assemblée générale de renvoyer l'examen de cette question à la session suivante.

25. Il est compréhensible que le Conseil n'ait pas eu le temps d'examiner le rapport du Secrétaire général, qui a été distribué une semaine seulement avant la reprise de sa cinquante et unième session. Toutefois, M. Ogiso est certain que la recommandation du Conseil concernant le renvoi de la question n'est pas motivée par l'intention d'abandonner le projet, mais par le désir sincère de l'étudier en profondeur.

26. C'est pourquoi la délégation japonaise a décidé de ne pas insister pour que l'université internationale soit créée à la session en cours, mais d'accepter que l'examen plus approfondi du projet soit renvoyé à la session suivante.

27. Etant donné qu'un certain nombre de problèmes n'ont pas encore été réglés et que le Conseil exécutif de l'UNESCO a fait observer qu'il fallait poursuivre les consultations avec les milieux universitaires, la Commission

devrait prier le Secrétaire général de poursuivre ses études. La délégation japonaise, de concert avec la délégation colombienne, a donc présenté un amendement au projet de résolution initial. Les amendements proposés ayant été acceptés et incorporés dans le projet de résolution révisé (A/C.2/L.1200/Rev.1), la délégation japonaise en est devenue coauteur.

28. Quant aux paragraphes 2 et 3 du dispositif, M. Ogiso souligne qu'un certain nombre de problèmes demandent à être étudiés plus avant, comme il est mentionné au paragraphe 6 de la décision du Conseil exécutif de l'UNESCO et dans le rapport du Groupe d'experts de l'ONU. De plus, étant donné la nette convergence de vues que l'on constate entre l'UNESCO, l'UNITAR et le Groupe d'experts, il semble maintenant préférable que les nouvelles études soient entreprises par un seul groupe d'experts avec la pleine participation de l'UNESCO plutôt que de l'être à la fois par l'ONU et par l'UNESCO.

29. La délégation japonaise accepte l'amendement dont a parlé le représentant de la Grèce tendant à supprimer les six derniers mots du paragraphe 3, étant entendu que, au cours des consultations avec l'UNESCO concernant la désignation des cinq experts supplémentaires, le Secrétaire général tiendra compte, s'il le juge nécessaire, des avis des autres organismes et programmes intéressés.

30. Quant au paragraphe 7 du dispositif, M. Ogiso note que la Conférence générale de l'UNESCO se réunira en octobre 1972. L'UNESCO ayant réaffirmé qu'elle a compétence et responsabilité, au premier chef, pour la mise en œuvre de ce projet, la délégation japonaise considère qu'il est approprié et nécessaire d'inviter la Conférence générale à présenter ses observations, si elle le désire, à l'Assemblée générale.

31. M. Ogiso est conscient d'un certain mécontentement, notamment parmi des pays en voie de développement, devant la recommandation du Conseil visant à renvoyer la question à la session suivante de l'Assemblée générale. Toutefois, comme un accord entre les pays en voie de développement et les pays développés est souhaitable pour ce genre de projet, il vaut mieux ne pas insister pour qu'une décision soit prise immédiatement, dans l'espoir que l'unanimité se fera à la session suivante. M. Ogiso fait appel à la compréhension, sur ce point, des représentants qui sont les partisans convaincus de l'université des Nations Unies.

32. M. NICOL (Sierra Leone) déclare que, au cours des deux dernières années, de grands progrès ont été réalisés vers la création d'une université internationale grâce à l'aide et aux avis du Secrétaire général, du Groupe d'experts, du Directeur général de l'UNESCO, du Directeur général de l'UNITAR et du Mouvement international des étudiants pour les Nations Unies. Après une longue étude de tous les avantages et inconvénients, le Groupe d'experts a recommandé la création de l'université. La délégation de la Sierra Leone appuie cette recommandation dans l'espoir que le projet bénéficiera de l'aide et de la coopération des universités du monde entier. Toute université est, par définition, internationale et tire gloire de ses étudiants et de son personnel étrangers. Toutefois, l'université envisagée s'est fixé un horizon plus vaste et elle envisage de s'occuper de questions concernant les affaires internationales.

33. De nombreux aspects de la question ayant déjà été examinés par le Conseil économique et social, la délégation de la Sierra Leone estime qu'elle doit se limiter à parler de la résolution 1563 (LI) du Conseil. Il est regrettable que cet organisme n'ait pas eu la possibilité d'examiner le rapport du Secrétaire général, mais ses débats ont montré qu'il était conscient de beaucoup des problèmes essentiels en la matière. La résolution 2691 (XXV) de l'Assemblée générale est formelle quant à la nécessité de prendre des décisions sur la création de l'université internationale à une date aussi rapprochée que possible.

34. La délégation de la Sierra Leone estime qu'actuellement la question importante est celle du calendrier et de la méthode. La planification relative à la création d'une université nécessite des efforts constants pendant plusieurs années. Les travaux de l'UNESCO, de l'UNITAR, d'autres organismes et du Groupe d'experts ont permis d'atteindre un stade où il est possible de chercher des réponses précises à des questions précises. M. Nicol fait état de la décision du Conseil exécutif de l'UNESCO qui a appuyé la proposition tendant à créer l'université internationale sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et qui a appelé l'attention sur la nécessité de poursuivre l'examen d'un certain nombre de problèmes touchant le projet, problèmes qui ont déjà été énumérés par le représentant du Japon. Il mentionne également le paragraphe 17 de l'annexe IV du rapport A/8510, qui concerne la structure et le système des relations de l'université avec d'autres institutions.

35. La délégation de la Sierra Leone approuve le Conseil d'avoir différé l'examen de la question, mais elle demande instamment au Secrétaire général et au Directeur général de l'UNESCO de poursuivre les consultations selon les lignes directrices indiquées dans le rapport, étant donné que les aspects essentiels que M. Nicol vient d'évoquer doivent être examinés plus avant. L'urgence de cet examen ressort de la déclaration faite par le Mouvement international des étudiants à la Commission. En outre, à la 1806ème séance du Conseil économique et social, le représentant de l'URSS a émis l'avis que le Groupe d'experts et le Comité préparatoire devraient poursuivre l'examen de la question. M. Nicol espère que, malgré les réserves qu'elle a exprimées sur l'idée d'une université dans son ensemble, l'Union soviétique pourra participer aux activités de ces organismes consultatifs.

36. Le projet devrait maintenant devenir l'entreprise commune des deux organismes principaux, l'Assemblée générale et l'UNESCO. C'est pourquoi le projet de résolution préconise la création d'un groupe d'experts élargi qui comprendrait un plus grand nombre de membres désignés par l'UNESCO. Les deux tiers des membres du Groupe sont désignés par leurs gouvernements, qui assurent également le financement des dépenses de ces membres. M. Nicol rend hommage à l'esprit de coopération des gouvernements intéressés et, en tant que membre du Groupe d'experts, il sait gré au Secrétaire général de l'intérêt qu'il a pris personnellement au projet.

37. Les travaux touchant la question devraient se poursuivre régulièrement jusqu'à la vingt-septième session de l'Assemblée générale. Le Secrétaire général et le Directeur général de l'UNESCO devraient poursuivre les travaux

concernant les nombreux problèmes soulevés dans le rapport du Secrétaire général, de sorte que le Conseil économique et social soit mieux informé lors de ses débats ultérieurs.

38. La délégation de la Sierra Leone est parfaitement consciente du fait que l'Organisation doit réaliser des économies, mais les incidences financières du projet sont inférieures au coût annuel que représente le fonctionnement d'un seul département dans une université moyenne d'un petit pays, et elles ne devraient pas constituer un obstacle car les crédits seront certainement utilisés à bon escient. La délégation de la Sierra Leone estime que l'avis de l'UNESCO est primordial, mais elle considère, en ce qui concerne le paragraphe 2, que le Secrétaire général devrait fournir des renseignements directement au Conseil économique et social, puisqu'il est prévu au paragraphe 4 que le Conseil exécutif de l'UNESCO présenterait des renseignements au Conseil.

39. La délégation de la Sierra Leone aurait préféré que l'Assemblée générale approuve l'idée d'une université internationale dès 1971, mais elle se rend compte que le temps a manqué pour étudier les rapports du Secrétaire général et de l'UNESCO. La question revêt une grande importance pour les pays en voie de développement, la jeunesse mondiale et tous les pays conscients de la nécessité de bases solides d'études et de recherches en matière de paix et de sécurité internationales.

40. M. DE CHEVIGNY (France) déclare que l'idée d'université internationale évoque un tableau idéal qui cependant a fort peu de rapport avec la réalité. Lorsqu'on tente sérieusement de déterminer l'utilité d'un tel projet, on ne peut en effet qu'être assailli de doutes. Au XIXème siècle et au début du XXème, une telle institution aurait peut-être servi de correctif au caractère par trop nationaliste de certains établissements, mais les universités sont depuis revenues à l'internationalisme dont elles faisaient preuve au Moyen Age. Il serait donc paradoxal, au moment où ces institutions se placent partout à l'avant garde du mouvement vers l'universalité, de réserver le droit à l'internationalisme à une seule d'entre elles. Cela risquerait de restreindre des aspirations et des tendances en fait quasi générales, de faire double emploi avec les efforts déployés pour donner à la formation supérieure et à la recherche une dimension plus internationale et, paradoxalement, de porter préjudice aux intérêts des pays en voie de développement en contribuant à un exode de compétences auquel ils peuvent difficilement faire face.

41. Il ne s'agit donc pas de créer un établissement universitaire de plus, mais de faciliter une collaboration plus active entre les universités existantes, particulièrement entre celles des pays développés et celles du tiers monde. Cela pourrait se faire en confiant à un organisme relativement peu complexe, mais bénéficiant du prestige de l'ONU et de l'appui actif de toutes les institutions des Nations Unies, le soin de susciter et d'orchestrer des programmes de recherche et de formation dans des domaines d'actualité requérant la coopération de nombreux pays. Cette nouvelle institution devrait prendre le nom de "centre universitaire international" plutôt que celui d'"université internationale". Elle aurait pour tâche principale, au moins dans un

premier stade, d'établir un réseau de conventions avec les universités ou les instituts existants, en vue, dans chaque cas, de la réalisation d'une opération précise menée en collaboration avec une ou plusieurs universités. Le centre, grâce à son statut autonome, serait habilité à sélectionner les problèmes et à en déterminer les modalités d'examen, en s'inspirant des propositions ou des recommandations formulées par les institutions internationales et les universités elles-mêmes. Son action devrait porter de préférence sur des problèmes d'actualité dans des domaines bien délimités, afin d'assurer un constant renouvellement et d'éviter les doubles emplois, notamment avec les travaux des institutions internationales existantes.

42. Le centre pourrait ensuite redistribuer les tâches entre les institutions universitaires les plus aptes à contribuer à la solution du problème considéré. Un tel système permettrait de faire varier les universités choisies pour l'étude des différents problèmes et entraînerait une rotation des chercheurs et des enseignants. Chaque convention définirait les obligations des universités ou des instituts, d'une part, et l'apport du centre universitaire international, d'autre part.

43. Le financement pourrait provenir de plusieurs sources (fonds internationaux, Etats Membres, universités, dons divers) dont la contribution serait soit régulière, soit liée à la réalisation d'une opération déterminée.

44. Il serait logique que le centre fasse rapport au Conseil économique et social, ce qui n'exclurait pas les liens que les institutions spécialisées, et notamment l'UNESCO, pourraient établir avec le centre en raison de besoins ou d'objectifs communs.

45. Fort heureusement, cette conception de l'organisme en gestation que la délégation française a définie ci-dessus semble progresser. M. de Chevigny est heureux de constater que les idées formulées dans le rapport du Groupe d'experts rejoignent, pour l'essentiel, celles de sa délégation.

46. Les études de justification du projet devront être poursuivies, probablement pendant un certain temps, et le représentant de la France approuve entièrement à cet égard l'orientation générale du projet de résolution A/C.2/L.1200/Rev.1. Il conviendra de décider, en étroite consultation avec les milieux universitaires, des modalités d'action du centre et des domaines dans lesquels cette action pourra le plus utilement intervenir. Il est à présumer que l'essentiel de ses activités portera sur des questions scientifiques et notamment sur l'application de la science au développement et aux problèmes de l'environnement.

47. Si cette conception avancée par la délégation française et considérée par elle comme la plus réaliste devait l'emporter, le Gouvernement français apporterait un soutien actif à la nouvelle institution et désignerait des établissements universitaires ou instituts chargés de l'aider dans ses activités.

48. M. SADDLER (Division du budget) déclare, pour répondre au représentant de la Grèce, que le Secrétaire

général a étudié soigneusement les incidences financières du projet de résolution. Un devis estimatif a été établi compte tenu des renseignements obtenus des experts, du montant des ressources déjà demandées et des probabilités d'octroi de fonds supplémentaires.

49. Le consultant dont il est question au paragraphe 3 du document A/C.2/L.1219 travaillerait pendant deux mois en 1972 pour préparer la réunion du Groupe d'experts et pour aider à l'établissement du rapport. Il est évident que le montant prévu sera réduit si des fonds supplémentaires sont rendus disponibles.

50. M. CARANICAS (Grèce) demande si les services du consultant sont vraiment nécessaires, puisqu'il entre déjà dans les fonctions du Secrétariat de conseiller le Secrétaire général.

51. M. SADDLER (Division du budget) reconnaît que l'observation du représentant de la Grèce est réaliste; cependant, le Secrétaire général a estimé qu'il aurait besoin d'un consultant en raison du haut degré de spécialisation requis pour exécuter le projet. Quoi qu'il en soit, si la Commission décide que les services de ce consultant représentent une dépense inutile, le Secrétaire général agira au mieux sans l'aide de ce dernier.

52. M. ZAGORIN (Etats-Unis d'Amérique) appuie le représentant de la Grèce et demande pourquoi les services du consultant, si tant est qu'ils soient nécessaires, ne peuvent pas être financés à l'aide des fonds alloués au titre du budget ordinaire pour les services de consultants.

53. Mlle DARLING (Royaume-Uni) appuie les déclarations faites par les représentants de la Grèce et des Etats-Unis. Elle demande si le poste d'agent des services généraux employé à plein temps mentionné au paragraphe 3 du document A/C.2/L.1219 est indispensable. Si les travaux à effectuer sont aussi spécialisés que l'a indiqué M. Saddler, le consultant sera certainement en mesure de rédiger lui-même son rapport.

54. M. SADDLER (Division du budget) précise, pour répondre à la question du représentant des Etats-Unis, qu'il est possible de suivre la méthode indiquée par ce dernier, mais qu'il faut établir un devis minimum sur la base des projets précis présentés. De toute façon, le CCQAB pourrait fort bien réduire ultérieurement le montant.

55. M. Saddler explique, à l'intention de la représentante du Royaume-Uni, qu'après examen des effectifs du personnel existant il a été décidé de créer un poste d'agent des services généraux plutôt qu'un poste plus élevé d'administrateur parce que les frais encourus seraient alors moindres. En tout état de cause, le CCQAB et la Cinquième Commission examineront à nouveau la question.

La séance est levée à 13 h 15.